

T'OKUP!

Agenda-journal intersticiel de la mouvance anarch@-alternat@-intersquat-antifa-féministe-précaires, etc. (Lôzane et ailleurs)

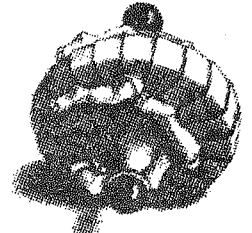
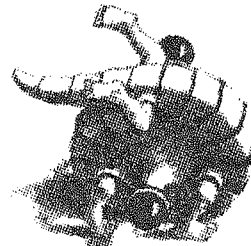
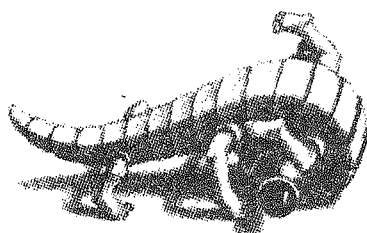
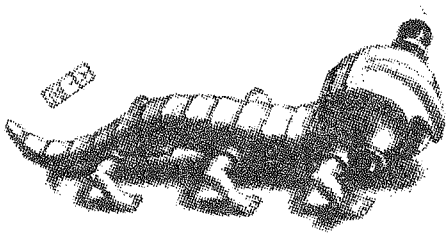


la vitamine **noire**

1e lov el eb niozsq emêm ,tiutstg tæz li emmoC **no 08** (août 2000) *A consommer sans modération*

Présentation > Ni secte, ni parti, agrégation sporadique ou régulière de groupes ou d'individus, les gens qui écrivent dans cette feuille font vivre des luttes pour une société plus juste, contre tous les pouvoirs et contre l'exploitation. Pour le reste, regarde autour de toi, occupe-toi de ce qui te regarde pas, car ça te regarde. **ATTENTION, NOUVELLE ADRESSE:** c/o Infokiosk, Espace autogéré, av. César Roux 30, CH-1005 Lausanne. N° précédents consultables sur <http://squat.net/espaceautogere>

Les squatters face à "l'opinion publique": quand la vie par procuration, soumise et aigre, remplace la solidarité de touTEs les oppriméEs !



«Ils ne veulent pas travailler»
Cela ne change rien au fait qu'actuellement nous sommes bien obligéEs de trimer lorsque nous trouvons du boulot. Rappelons aussi que l'Assurance chômage est une assurance comme son nom l'indique et que - outre toute les tracasseries administratives à surmonter - il faut généralement avoir travaillé pour la toucher.

«Ils ne veulent pas payer de loyer»
Les loyers ne plaisent qu'à ceux qui les encaissent, les proprios et l'Etat. Ce ne sont pas ces derniers qui ont construit les maisons mais des travailleurs et travailleuses comme vous et nous.

«Ils vivent aux crochets des autres»
C'est les financiers, les banquiers, les boursicotiers, les patrons, les proprios et l'Etat qui vivent à nos crochets. Ils ont besoin de nous. Nous n'avons pas besoin d'eux.

«Ils sont contre le système mais ils en vivent»
Ce n'est pas parce que nous luttons contre ce système d'exploitation que nous y échappons. C'est le propre des systèmes totalitaires de ne pas laisser d'échappatoire. C'est pourquoi nous pensons qu'il n'y a rien à réformer dans le capitalisme. Il

faut le détruire et ce n'est pas une poignée de squatters ou d'anarchistes qui y parviendra seule. Nous comptons sur vous!

Articles de presse suivis de certaines lettres de lecteurs et lectrices haineuses, le feuillet de l'été bat son plein. ChacunE se doit d'avoir un avis sur les «squatters». Vive la démocratie médiatique! On vit des événements par procuration avec comme source la presse et quelques on-dit. C'est l'occasion de donner libre cours à toutes les frustrations accumulées par une vie de dur labeur. Car les lettres qui nous dégueulent dessus ne sont pas toutes l'oeuvre de réacs et de fachos. Elles traduisent avant tout un mal être. Vivre sa vie soumisE docilement à l'ordre établi et voir des gens remettre ce dernier en question, y compris pratiquement, même modestement, voilà qui n'est pas facile à avaler. Alors on nous décrit comme des extrémistes sans foi ni loi tout en nous reprochant de ne pas être assez radicalEs et jusqu'au boutistes. Et on continue de vivre par procuration en étant à chaque fois un peu plus aigriEs.

Nous voulons répondre ici à quelques unes des critiques qui nous sont parfois faites, tout en réaffirmant que nous aussi appartenons à cette classe d'êtres humains contraintEs de trimer pour les possédants afin de pouvoir ensuite leur rendre l'argent ainsi gagné sous forme de loyers, d'assurances maladie ou encore lors de «promenades» dans leurs supermarchés lorsqu'il s'agit de se nourrir...

«Ce sont des marginaux»
C'est une certaine presse qui nous traite de marginaux. Pour notre part, nous ne nous sommes jamais considéréEs comme marginales ou marginaux. Si oser remettre en question le système c'est être marginal, que la marge gagne bientôt toute la page !

«Ils sont contre tout»
Nous sommes contre toute forme d'exploitation.

«Ce ne sont que des égoïstes»
Il est curieux que dans un système qui prône la compétition de touTEs contre touTEs ce soient précisément celles et ceux qui essaient de construire quelque chose collectivement et de mettre en commun le peu qu'ils/elles ont qui soient traitéEs d'égoïstes.

«Ils flemmardent toute la journée»
Nous sommes certes pour le droit à la paresse. Mais si nous flemmardions toute la journée, nous n'organiserions pas toutes les activités que nous mettons sur pied à longueur d'année, et ne déchaînerions pas tant les passions.

«Ils crachent sur les gens qui triment dur tous les jours afin de vivre ou de survivre»
Nous ne sommes pas masochistes et n'avons nullement l'envie de cracher sur nos semblables. Sur les lieux de travail aussi il faut se révolter. Vive la grève, le sabotage...

«C'est trop facile de ne rien respecter»
Ne pas respecter l'ordre établi n'est pas ne rien respecter. Ensuite, si vivre comme nous vivons est tellement facile, nous vous encourageons vivement à en faire autant. Vous y trouverez certainement bien des satisfactions mais perdez aussi rapidement quelques préjugés.

Quand cessera-t-on de confondre les intérêts de la «société» avec ceux de l'Etat, des patrons et des proprios ?



Squat de la Cité: l'ECA s'acharne à vouloir mettre des gens à la rue

L'Etablissement Cantonal des Assurances, qui est en voie de privatisation, s'est fait offrir pour 1.- par le canton, la maison du 11 Pl. Cathédrale. Le projet de l'ECA est de détruire au cœur de la Cité, une maison ancienne pourtant en bon état et abritant des vestiges archéologiques. A la place est prévue la construction d'un immeuble offrant une rentabilité maximale. Le chantier démarerait au plus tôt en 2001, la démolition étant bloquée par les nombreuses oppositions du quartier.

Dans ce contexte, la maison est occupée depuis le 10 juin par 8 personnes, dans le but d'y développer, outre l'habitation, plusieurs projets culturels alternatifs. Dès le début, l'ECA met tout en œuvre pour faire évacuer la maison. Elle exerce des pressions à tous niveaux, menaçant les SI d'une plainte pénale s'ils pénètrent dans la maison pour y sécuriser l'installation électrique.

Lors de la 1^{re} inspection des lieux, l'architecte de la ville B. Bolli déclare la maison dangereuse. Se basant uniquement sur l'avis de cet expert (proposé par l'ECA), la juge Mme Fabarez-Vogt ordonne l'expulsion dès le 25 juillet. Pourtant, on peut lire dans son ordonnance : « ... on pourrait ainsi, au vu de ce qui précède, exiger du propriétaire qu'il tolère l'occupation des locaux ... ». Le seul motif invoqué pour justifier l'expulsion est que « le bâtiment litigieux ne présente pas les garanties suffisantes du point de vue de la sécurité ».

Suite à cette expertise, les occupantEs ont poursuivi les travaux de rénovation (canalisations, planchers, barrières, ...) avec l'aide de professionnels, ce qui a permis de résoudre les problèmes de sécurité. Avec le soutien d'habitantEs du quartier, les occupantEs ont obtenu une seconde expertise, durant laquelle il a été admis que la sécurité de l'immeuble était garantie. L'ECA l'a elle même reconnu dans un courrier adressé au tribunal : « ... le péril en la demeure a de facto été considéré comme écarté et qu'il n'y a plus lieu de statuer par voie d'extrême urgence ».

Malgré les garanties apportées par cette seconde expertise, l'ordre d'expulsion a été maintenu ! Il est scandaleux qu'un organisme soi-disant public mette des personnes à la rue pour laisser une maison vide pendant des mois ! Le squat de la Cité n'est d'ailleurs pas un cas isolé : d'autres lieux (Tir Groupé, Beau-Séjour, Tivoli,...) sont menacés d'expulsion.

En conclusion, nous demandons :

- 1- Le droit pour les occupantEs de rester jusqu'au début des travaux.
- 2- Le retrait de la plainte pénale pour violation de domicile
- 3- Que la ville et le canton trouvent autre chose que la répression juridique et policière pour répondre au besoin de lieux alternatifs.



Tivoli 42b : un huissier prend sa tâche trop à coeur

Suite à nos dernières lettres (CF. 'L'OKUP' n° 5) la BCV n'a toujours pas retiré sa plainte. La banque a même tenté de contourner les procédures légales en nous amalgamant aux yeux du tribunal avec le « locataire » des halles attenantes pour lequel une date d'expulsion devait être statuée. Un représentant de la BCV accompagné d'un huissier zélé s'étonnaient un matin de nous voir encore sur place et nous promettaient que si dans les 6 heures nos affaires n'étaient pas déménagées, l'entreprise de démolition le ferait à notre place. BLEUF: la procédure était uniquement dirigée contre le locataire sus-mentionné.

Nous sommes toujours là, et après le 8 août, ultimatum fixé pour la libération des halles, nous les avons investies et comptons toujours y développer les activités qui nous sont chères à savoir différents ateliers et un « Café-restaurant ». La BCV, qui commencerait à douter de la ville quant à l'octroi d'un permis de démolition avant tous projets de constructions, ne donne maintenant plus signe de vie, ni par l'intermédiaire d'un représentant ni par celle d'un huissier.

Pas de nouvelles, bonne nouvelles ??? Les travaux de rénovations continuent, nos projets fleurissent et nous attendons de pied ferme de futurs contacts, quels que soient leur forme. Suite au prochain épisode.



Tir Groupé

L'association Tir Groupé qui occupe et anime les locaux de l'ancienne école de Chimie à la place du Château s'est vu résilier son contrat de prêt-à-usage par les gérances du Canton dans un délai d'un mois, soit au 31 août 2000. Ceci en guise de représailles parce que des activités ont été organisées après 19h, notamment pendant le festival de la Cité. On n'y croit pas ! Les "jeunes" ont le droit de s'amuser, mais pas après l'heure du couvre-feu, ou alors ils doivent aller dépenser dans les temples de la consommation nocturnes dont regorge la ville.

Tir Groupé, en collaboration avec la Nave Va (qui se retrouve également sans locaux), organise une méga fête le soir de l'ultimatum. Une solution sera-t-elle trouvée jusque là ?

Beau-Séjour

Dans une situation très précaire depuis plusieurs mois, Beau-Séjour est désormais condamné. Les bâtiments ont été rachetés les travaux devraient commencer immédiatement. La trentaine d'habitantEs, le Bô Bar, le café de la Belle-Cour et les ateliers doivent donc quitter les lieux jusqu'au 31 août. Le nouveau proprio est la Fondation du Denantou, dont on ne sait pas grand chose si ce n'est qu'elle s'occupe de loger des personnes handicapées.

Les habitantEs ont tenté de négocier un mois supplémentaire pour préparer leur départ, mais la réponse est un non catégorique. Une fois de plus, on fait jouer la fibre de l'honorabilité pour virer des précaires au profit d'autres. Espérons que ça ne sera pas comme à Martheyre que l'ALJF a dû quitter les lieux il y a déjà plusieurs années pour faire place à des réfugiéEs, mais qui est toujours vide.

Nouvelle occupation

Les indiens et les pirates de feu Prélaz ont occupé une maison au chemin de la Plaisance dans le quartier de Chailly. Des soirées seront organisées toutes les nuits de pleine lune.

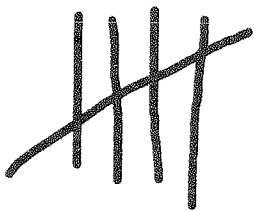
Procès et répression

5 JOURS DE PRISON AVEC SURSIS POUR UN MANIFESTANT

3 personnes sont passées devant le tribunal de police mercredi 9 juin pour leur participation à une fête sauvage en 1997. La fête avait été organisée en commémoration de la destruction de la Villa Primerose, qui avait abrité le premier Espace autogéré. Le comité de quartier Cour-Primerose, ainsi que le GPE (Yerts) et le PS s'étaient battus contre la démolition de cette demeure historique datant du 18e siècle et son remplacement par un complexe de bureaux. Les squatters avaient été expulsés par mesures d'urgence, les travaux étant censés commencer immédiatement. Aujourd'hui, 7 ans plus tard, le site est toujours un terrain vague...

Les accusés étaient inculpés de "violence contre fonctionnaires", "provocation publique au crime ou à la violence", "incitation à l'opposition aux actes de l'autorité", "infractions à la circulation routière" (la police devait bien justifier son intervention contre le cortège pacifique qui rentrait poursuivre la fête dans les locaux de l'Espace autogéré pour ne pas déranger les voisins au-delà de 23h00).

La police n'ayant pas été en mesure de prouver les faits, tous les chefs d'inculpation, à l'exception d'un, ont été levés. A noter que l'enregistrement vidéo réalisé par la police, qui aurait pu démontrer la brutalité de l'intervention policière contre les manifestants avait été détruit pour cause de "faible luminosité"...



Un des participants a cependant été condamné à 5 jours d'emprisonnement avec 2 ans de sursis pour "instigation à l'opposition aux actes de l'autorité", pour avoir demandé dans le mégaphone aux gens de "rester groupés" au moment où la police a attaqué le cortège. Le juge a estimé que c'était une tentative de soustraire la foule à des contrôles d'identité (autant dire que s'il avait dit "dispersion-vous", ça aurait été pareil). Ce n'est en fait qu'un prétexte pour faire un exemple.

Un recours a été déposé.

TOUR DE FRANCE. 30 arrestations préventives, plusieurs inculpations au passage pour des gens qui auraient été reconnus à la Street party de juin ou à l'occupation du squat de la Cité. Là aussi, fichage, photos, intimidations, etc. Pas mal pour des gens qui n'avaient rien fait (confondus avec des alternatifs, deux membres du CSP ont aussi été arrêtés, ainsi qu'un pigiste de Couleur 3). Quant aux gens perchés sur le toit de l'Espace autogéré à César-Roux, ils ont été cernés par les anti-émeutes: tout ça pour une banderolle. Vive le sport! Vive la démocratie!

PROCÈS POUR USAGE DE FAUX : deux membres de l'Association de Défense des Chômeurs-euses devant le tribunal

Au mois de janvier 1999, afin de dénoncer les baisses de prestation pour les personnes au Revenu Minimum de Réinsertion et à l'Aide Sociale Vaudoise, des membres de l'ADC ont envoyé une lettre à tous les participants de la Table ronde. Dans cette lettre, une proposition: envoyer toutes les personnes au RMR ou à l'aide sociale dans les pays de l'Est, afin d'économiser 60-70 millions de francs et d'assurer la paix sociale. Afin de dénoncer la politique du canton, la lettre était envoyée sur du papier à l'en-tête de la chancellerie. Le conseil d'Etat a porté plainte pour usage de faux, et 2 membres de l'ADC vont se retrouver sur le banc des accusés. Cependant, les luttes menées contre les baisses RMR/ASV ont abouti à une légère amélioration des prestations...

Le Procès aura lieu le 28 septembre à 14h30, au Palais de Justice de Montbenon

EXPULSION DE PRÉLAZ : un duel inégal

150 flics en tenue anti-émeute, pompiers, ambulanciers, équipe de démineurs, brigades canines, quartier bouclé, site surveillé par Protectas: tout ça pour déloger une petite dizaine de squatters (manquait plus que l'hélicoptère). Plus qu'à expulser les squatters, cette action servait à revaloriser l'image de la police et de la municipalité dans "l'affaire Prélaz" qui était devenu un véritable feuilleton de l'été (campagne de lettres de lecteurs haineuses oblige).

Contre une promesse de ne pas être arrêtés, les occupants sont sortis ensemble de la maison. Plusieurs d'entre eux ont cependant été amenés à l'Hôtel de police, fichés, interrogés. Un rassemblement de soutien a eu lieu devant l'Hôtel de police. Un des squatters, soi-disant sous mandat d'amener, a été gardé, présenté au juge et inculpé de violation de domicile et d'émeute. Bizarre, quand il s'était fait contrôler 2 jours auparavant, il n'avait pas été question de mandat d'amener.



Les skinheads ne sont que la pointe de l'iceberg

Ces derniers temps, la presse fait dans la surenchère d'articles et de reportages sur les skinheads en Suisse. L'apparition d'environ 150 skins le jour de la fête nationale a fait découvrir au grand public la "menace skinhead".

Cette apparition n'est pourtant que la dernière en date d'une longue liste, mais on s'inquiète plus quand c'est un conseiller fédéral qui se fait huer que quand des alternatifs se font attaquer ou que des centres de réquérantEs se font incendier.

Le comble est que cela constitue le nouvel alibi de police fédérale pour légitimer et reconstituer la police politique mise à mal avec l'histoire des fiches il y a une dizaine d'années (qui comme on le sait est principalement utilisée contre les activistes de gauche...).

Lors de l'attaque au fusil d'assaut (plus de 60 balles dont plusieurs retrouvées dans des matelas) contre le squat du SolterPolter le mois passé à Berne et les menaces de mort répétées contre un jeune antifasciste alémanique, il y a tout de même eu des réactions. Les tireurs et leur chauffeur ont été arrêtés; l'auteur des menaces a avoué et sera jugé (il s'agit de David Mulas, qui avait fondé le NPS en avril, parti qui devait servir de branche en Suisse du NPD allemand et permettre aux skinheads d'apparaître politiquement). Le peuple respire, la police est efficace et cette fois les antifascistes ne passeront pas de nouveau pour des martyrs.

Mais tant que la presse se limitera à décrire les agressions néonazies contre les milieux alternatifs comme de simples guerres de bandes ou comme bisbilles entre deux extrêmes, le fond du problème ne sera jamais effleuré.

Tant qu'on ne réfléchira au problème des sites nazis sur internet qu'en terme de lois antiracistes, tant que la police et l'Etat seront présentés comme les garants de la démocratie, le fascisme pourra continuer à se développer dans un terreau fertile.

Ce n'est pas à coups de lois et de rapports sur l'extrémisme qu'on va faire disparaître le racisme et la xénophobie. Ce n'est pas avec plus de police politique qu'on va renforcer la démocratie, développer la solidarité et la tolérance.

Pour combattre le fascisme, il faut s'attaquer à ses causes profondes. On ne peut pas se contenter de diaboliser les partis ouvertement d'extrême-droite (l'UDC de Blocher, le FPÖ en Autriche, le FN en France, le NPD en Allemagne,...) dans l'ombre desquels les mouvances skinheads se développent.

On ferait bien de se pencher également sur la droite voire la gauche bien-pensantes. Ceux-là mêmes qui sous couvert d'honorabilité appliquent tous les jours les mesures de renvois contre les immigrés clandestins; ceux qui font monter la parano sécuritaire dans la soi-disante "opinion publique"; ceux qui appliquent des politiques discriminatoires contre les femmes, les pauvres, les étrangers, les jeunes, les vieux, les personnes malades ou handicapées; ceux qui prônent la globalisation capitaliste (même enrobée de "social") et poussent par là une partie des plus démunis à se reconforter avec des faux remèdes nationalistes.

Le meilleur antifascisme, c'est les luttes sociales. Pas d'antifascisme sans antisexisme et sans anticapitalisme.



J'suis pas raciste, mais...

Initiative des 18%

Être contre cette limitation des étrangers à 18%, c'est pas forcément être monstre antiraciste. Même Blocher, désavoué par sa base, est contre cette initiative (normal, en tant que patron qui a besoin de main d'oeuvre étrangère...). Le gouvernement a le beau jeu: critiquer cette initiative "inhumaine", tout en préparant une sorte de contre-projet pas vraiment mieux.

S'il y a trop de quelque chose dans ce pays, c'est trop de connerie.

Pour une société sans racisme, sans sexisme et sans exploitation!

Culture et biture



17-31 août

Expo "Créativité et précarité" à la
Galerie Beau-Séjour 7-13

Samedi 26 août dès 16h

Dernière fête à Beau-Séjour: Samuel de vinches,
musique ancienne et plus récente, Dj's,
perfo électro, au Café de la Belle Cour, Beau-
Séjour 7-13

Dimanche 27 août dès 19h

Soirée ADC à la Frat' (pl. Arlaud) + foiri-
dondaine et vernissage de l'expo "Hôpital de
Meskine, Caméroun", photographies et textes
d'Isaline Roch

Dès mercredi 6 septembre

Reprise des bouffes végétariennes à la Colline,
tous les mercredis à 20h

Jeudi 14 septembre

Film sur l'immigration (Ciné Clap) +
Inauguration des nouveaux locaux de l'ADC
au Maupas 81. Apéro 19h, film 21h.

Vendredi 15 et samedi 16 septembre

Festival au Déz' (terminus du bus 2, Désert)
avec Pancake, UFO's, etc. Dès 18h

Jeudi 21 septembre

Film sur les problèmes de gestion de l'eau
(Ciné-Clap), 21h, Galerie Le Vol du Papillon,
rue de l'Université 15

Vendredi 22 septembre

Projection plein-air sur l'énergie (Ciné-Clap).
Projection alimentée par charette solaire, lieu
encore non-défini, voir site www.chez.com/cineclap

Mercredi 27 septembre

Soirée jeux de la pleine lune à la Colline



Brisons les murs !

VOL AU CSOA « IL MOLINO »

La nuit du lundi 23 mai 2000 une ou plusieurs inconnues sont entrées dans le Centro Sociale (espace autogéré près de Lugano) et ont volé le coffre contenant la presque totalité de l'argent du Molino, exceptionnellement rassemblé là pour payer des fournisseurs.

Cela met le Centre dans une situation d'autant plus critique que ce vol intervient durant la période estivale, où toutes les activités fonctionnent au ralenti.

Il n'est pas possible aux occupants de dire avec certitude si le but de ce vol est purement financier ou s'il y avait des objectifs autres. La démarche « professionnelle », la préméditation et le moment choisi pour ce coup font surgir l'hypothèse qu'il s'agisse d'une action visant à porter une atteinte maximale au "Molino". En effet si ce même vol avait été fait en octobre les dégâts financiers auraient pesé relativement moins car plus facilement compensables par des campagnes de soutien ou autres activités.

On fait donc appel à celles et ceux qui sont sensibles au concept d'autogestion afin qu'elles/ils contribuent à ce que "il Molino" puisse surmonter ce moment difficile.

Nous invitons donc toutes et tous à verser de l'argent sur le compte postal 69-38594-0, CSOA Il Molino, Piano stampa 6952 Cannobbio, avec la mention « solidarietà CSOA ».

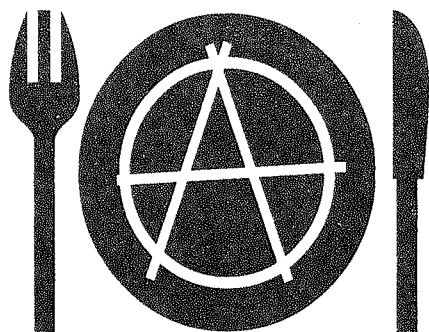
Molino@cibernet.ch

www.ecn.org/molino



CHANGEMENT D'ADRESSE

L'Association de Défense des Chômeuses et Chômeurs a déménagé à l'avenue du Maupas 81. Permanences le mardi et le jeudi de 14h à 17h. Tél.: 646'63'10



Bibliothèque du Centre International de Recherches sur l'anarchisme, Beaumont 24, lu-ve de 16h à 19h ou rdv 652.48.19. <http://www.anarca-bolo.ch/cira/>